



Qu'est-ce qui se cache derrière l'accord Hamas-Fatah ?

Ramzy Baroud - *Le vif intérêt de l'Égypte dans l'arbitrage du conflit entre les factions palestiniennes du Hamas et du Fatah, n'a rien à voir avec une prise de conscience soudaine.*

Le Caire a, en fait, joué un rôle tout à fait destructeur en manipulant en sa faveur les divisions inter-palestiniennes, tout en gardant verrouillé le passage frontalier de Rafah.

Mais ce qui est sûr, c'est que les dirigeants égyptiens opèrent en coordination étroite avec Israël et les États-Unis. Bien que les déclarations de Tel-Aviv et de Washington restent prudentes en ce qui concerne les pourparlers en cours entre les deux partis palestiniens, leur interprétation n'exclut pas la possibilité d'un souci de faire adhérer le Hamas à un gouvernement d'unité sous la direction de Mahmoud Abbas.

Les commentaires du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au début d'octobre appuient cette affirmation. Selon le [Times of Israel](#), il n'a pas catégoriquement rejeté un gouvernement du Hamas et du Fatah, mais a exigé que « tout futur gouvernement palestinien devra dissoudre l'aile armée de l'organisation terroriste (Hamas), rompre tous les liens avec l'Iran et reconnaître l'État d'Israël. »

Une interview de Ahmad Youssef, analyste et conseiller politique

Le président égyptien, Abdel-Fattah al-Sissi, voudrait aussi voir un Hamas affaibli, un Iran marginalisé et un accord qui ramène l'Égypte au centre de la diplomatie du Moyen-Orient.

Sous les auspices du dictateur égyptien, le rôle autrefois central de l'Égypte dans les affaires de la région s'est évanoui.

Mais la réconciliation entre le Hamas et le Fatah donne à al-Sissi une fenêtre d'opportunité pour redorer l'image de son pays qui a été ternie ces dernières années par des mesures brutales contre l'opposition de son pays et par ses interventions militaires mal inspirées en Libye, au Yémen et ailleurs.

En septembre, en marge de la conférence de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, al-Sisi a [rencontré publiquement](#) Netanyahu pour la première fois. La nature exacte de leurs discussions n'a jamais été pleinement révélée, bien que les [médias rapportent](#) que le dirigeant égyptien a tenté de convaincre Netanyahu d'accepter un accord d'unité entre le Hamas et le Fatah.

Dans son discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies, al-Sisi a également lancé un appel [passionné et incongru](#) à la paix. Il a parlé d'une « opportunité » qui doit être saisie pour parvenir à un accord de paix au Moyen-Orient, et il a appelé le président américain Donald Trump à « écrire une nouvelle page de l'histoire de l'humanité » en profitant de cette supposée opportunité.

Il est difficile d'imaginer qu'al-Sisi, dont l'influence sur Israël et les États-Unis est plus que limitée, soit capable de créer, à lui seul, l'environnement politique nécessaire à la réconciliation entre les factions palestiniennes.

Plusieurs tentatives de ce genre ont été faites dans le passé mais ont échoué, notamment en 2011 et en 2014. Dès 2006, l'administration George W. Bush a interdit une telle réconciliation, usant de menaces et en bloquant des fonds pour s'assurer que les Palestiniens restent divisés. L'administration de Barack Obama a suivi, parachevant l'isolement de Gaza et la division palestinienne, tout en soutenant la politique d'Israël.

[LIRE ÉGALEMENT : L'accord Fatah-Hamas est-il « gagnant gagnant » ?](#)

Contrairement aux administrations précédentes, Donald Trump a voulu soulever des espoirs concernant le parrainage d'un accord de paix. Cependant, il a pris dès le début le parti d'Israël, promettant le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem et nommant un extrémiste, David Friedman - un ambassadeur du sionisme par excellence - en tant qu'ambassadeur des États-Unis en Israël.

Bien que Trump ait signé en juin dernier un ordre temporaire pour maintenir l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv - décevant beaucoup de ses fans pro-israéliens - cette décision n'est en rien une indication d'un changement de politique.

« Je veux donner une impulsion pour la paix avant que de penser même à déplacer l'ambassade à Jérusalem », a [déclaré Trump](#) dans une interview télévisée récemment. « Si nous pouvons faire la paix entre les Palestiniens et Israël, je pense que cela conduira à une paix ultime au Moyen-Orient, ce qui doit se produire ».

À en juger par les précédents historiques, il est évident qu'Israël et les États-Unis ont donné le feu vert à la réconciliation palestinienne avec un objectif clair en tête. Pour sa part, Israël veut voir le Hamas s'éloigner de l'Iran et abandonner la résistance armée, tandis que les États-Unis veulent relancer leur politique de la région, les intérêts israéliens restant primordiaux.

L'Égypte, bénéficiaire d'une généreuse aide militaire américaine, est le moyen naturel d'inclure la composante « réconciliation Hamas-Fatah » dans la nouvelle stratégie.

Ce qui laisse fortement supposer que des acteurs puissants soutiennent les efforts de réconciliation, c'est la façon fluide dont tout le processus s'est déroulé jusqu'à présent, en contradiction totale avec des années d'efforts infructueux et des accords à répétition sans résultats.

Ce qui apparaissait avant tout comme une autre série futile de pourparlers sous l'égide de l'Égypte, a

bientôt produit un premier mémorandum, suivi d'un accord du Hamas pour dissoudre son comité administratif gérant les affaires de Gaza, suivi d'une visite du gouvernement national de consensus à Gaza et enfin d'une approbation des termes de la réconciliation nationale par les deux plus puissants organes du Fatah : le [Conseil révolutionnaire](#) et le [Comité central](#).

[LIRE ÉGALEMENT : Fatah et Hamas](#)

Comme le Fatah contrôle l'Autorité Palestinienne (AP), cette [dernière recommandation](#) préconisée par Mahmoud Abbas était une étape importante pour faire avancer le processus, alors que le Hamas et le Fatah se préparaient à des pourparlers plus importants au Caire.

Contrairement aux précédents, l'accord d'aujourd'hui permettra au Hamas de participer activement au nouveau gouvernement d'unité. Le haut responsable du Hamas, Salah Bardawil, l'a confirmé dans un communiqué. Cependant, Bardawil a également insisté sur le fait que le Hamas ne déposerait pas ses armes, et que la [résistance à Israël n'était pas négociable](#).

Si l'on laisse de côté le pouvoir des États-Unis, d'Israël et de l'Égypte, ceci est en fait le nœud de la question. Naturellement, les Palestiniens sont désireux de réaliser l'unité nationale, mais cette unité doit être fondée sur des principes qui sont beaucoup plus importants que les intérêts égoïstes des partis politiques.

En outre, parler d'unité sans même aborder les errements du passé et sans s'entendre sur une stratégie nationale de libération dont la résistance est la base, le gouvernement d'union du Hamas et du Fatah se révélera aussi dépourvu de signification que tous les autres gouvernements qui opèrent – et ont opéré – sans réelle souveraineté et disposent au mieux de mandats populaires douteux.

Pire encore, si l'unité est guidée par un soutien tacite des États-Unis, un accord discret israélien et des objectifs égyptiens totalement égoïstes, on peut s'attendre à ce que le résultat soit très éloigné des aspirations réelles du peuple palestinien, lequel reste peu impressionné par l'agitation de ses dirigeants.

Alors qu'Israël a investi des années dans le maintien de la division inter-palestinienne, les factions palestiniennes sont restées obnubilées par des intérêts personnels pitoyables et un « contrôle » sans valeur sur une terre militairement occupée.

Il devrait être clair que tout accord d'unité qui tient compte de l'intérêt des factions aux dépens du bien collectif du peuple palestinien, est une imposture. Même si celle-ci « réussit » au départ, elle échouera sur le plus long terme, puisque la Palestine est plus forte que n'importe quel individu, faction ou puissance régionale à la recherche de la bienveillance d'Israël et de l'argent américain.



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#).

Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net.
Articles [du même auteur](#).

12 octobre 2017 – Transmis par l'auteur – Traduction : [Chronique de Palestine](#) – Lotfallah



[En attendant le successeur de Daesh](#)

Ramzy Baroud – *La deuxième plus grande ville d'Irak, Mossoul, a été transformée en décombres.* La ville a finalement été conquise, tirée des mains de Daesh après des mois de bombardements impitoyables par la coalition de guerre dirigée par les États-Unis, et après une offensive terrestre massive.

Mais parler de « victoire » est abusif. Mossoul, autrefois le bijou culturel et le modèle de coexistence de l'Irak, est maintenant une « ville de cadavres », comme l'a [décrit un journaliste étranger](#) qui parcourait les ruines, tout en tentant de se protéger de la terrible mauvaise odeur.

« Vous avez probablement entendu parler de milliers de personnes tuées... des victimes civiles », a déclaré Murad Gazdiev. « Ce dont vous n'avez probablement pas entendu parler, c'est de l'odeur. C'est nauséabond, répugnant, et c'est partout : l'odeur des corps en putréfaction ».

En fait, l'odeur des corps en train de pourrir se retrouve partout où Daesh a été vaincu. Le groupe qui avait autrefois en 2014 déclaré un Califat – un État islamique – en Irak et en Syrie, et qui avait été laissé librement se développer dans toutes les directions, est en passe d'être vaincu.

Il est légitime de se demander comment un petit groupe, lui-même engendré par d'autres groupes également notoires, a pu déclarer, élargir et faire fobntionner un « État » pendant plusieurs années, dans une région où l'on trouve les armées étrangères, les milices et les services de renseignements les plus puissants du monde.

Mais une telle question ne devrait-elle pas être laissée de côté maintenant que Daesh est finalement

mis en déroute, de la façon la plus violente et la plus radicale ?

En fait, c'est sur quoi presque tout le monde semble s'entendre. Même ceux qui sont des rivaux politiques et militaires sont ouvertement unis sur cet objectif.

En plus de la ville de Mossoul en Irak, Daesh a également été vaincu dans sa forteresse de Raqqa, à l'est de la Syrie.

Ceux qui ont par miracle survécu aux batailles de Mossoul et Raqqa sont maintenant encerclés dans [Deir ez-Zor](#), qui promet d'être leur dernière bataille majeure.

En fait, la guerre contre Daesh se déplace déjà vers des zones situées hors des grands centres de population où le groupe militant avait cherché refuge. Les militants de Daesh sont également expulsés de ces régions, comme dans la partie ouest de [la région de Qalamoun](#) sur la frontière entre la Syrie et le Liban.

Le Hezbollah s'empare des Monts Aarsal, dans le Qalamoun

Même le désert n'est plus un lieu sûr. Le désert de Badiya, s'étendant du centre de la Syrie jusqu'aux frontières de l'Irak et de la Jordanie, est aujourd'hui le lieu de [forts combats](#), centrés sur la ville de Sukhnah.

Brett McGurk, envoyé spécial des États-Unis pour la « Coalition mondiale de lutte contre ISIS », est récemment retourné aux États-Unis après avoir passé quelques jours dans la région. Il a parlé au [réseau de télévision de CBS](#) avec une confiance évidente.

Les forces de Daesh « se battent pour leur vie, morceau après morceau », a-t-il déclaré, estimant que le groupe militant avait perdu environ 78% des zones qu'il contrôlait autrefois en Irak depuis son apogée en 2014, et environ 58% de ses territoires en Syrie.

Les officiels et les médias nord-américains font référence aux gains militaires qu'ils attribuent aux forces dirigées par les États-Unis et ignorent tous les autres, alors que les alliés russes font tout le contraire.

Mis à part les nombreuses tragédies humaines associées à ces victoires, aucune des parties impliquées n'a assumé la responsabilité de la montée de Daesh.

Ils doivent assumer cette responsabilité, et non seulement comme une question de responsabilité morale. Si l'on ne comprend pas et si l'on ne s'attaque pas aux raisons de la montée de Daesh, soyons alors certains que sa chute engendrera un autre mouvement avec une vision tout aussi dommageable, désespérante et violente.

Tous ces beaux-parleurs dans les grands médias qui ont prétendu analyser les racines de Daesh, décortiquent imprudemment ses différentes influences idéologiques sans tenir compte de la réalité politique qui a donné naissance au groupe.

Que ce soit Daesh, Al-Qaïda ou tout autre organisation, ces groupes naissent généralement et renaissent dans des lieux qui souffrent de la même maladie chronique : un gouvernement central faible, une invasion étrangère, une occupation militaire et une terreur étatique.

Le terrorisme est le sous-produit de la brutalité et de l'humiliation, quelle qu'en soit la source, mais il est plus prononcé lorsque cette source est étrangère.

Si ces facteurs ne sont pas réellement traités et discutés, il ne peut y avoir de fin du terrorisme.

Ainsi, il ne faut pas être surpris que Daesh se soit formé et ait prospéré dans des pays comme l'Irak, la Syrie, la Libye, et des régions comme le désert du Sinaï. De plus, beaucoup de ceux qui ont répondu à l'appel de Daesh émergent souvent de communautés qui ont terriblement souffert de la cruauté de régimes arabes sans pitié, mais aussi de négligence, de haine et d'aliénation dans les sociétés occidentales.

La raison pour laquelle beaucoup refusent de reconnaître un tel fait – et se battent bec et ongles pour éviter même d'en parler – c'est qu'admettre la moindre responsabilité les rendrait responsables de la création même du terrorisme qu'ils prétendent combattre.

Ceux qui se contentent de critiquer l'islam, une religion qui a été l'un des principaux facteurs de la renaissance culturelle européenne, ne sont pas simplement ignorants et beaucoup d'entre eux obéissent à des objectifs tout à fait condamnables. Mais leur idée absurde de vouloir incriminer la religion est aussi stupide que la « guerre contre le terrorisme » concoctée par George W. Bush.

En gros, les jugements mal avisés ne peuvent que prolonger les conflits.

De plus, toutes ces généralités faciles nous empêchent de voir les [liens précis et évidents](#) entre, par exemple, l'avènement d'al-Qaeda en Irak et l'invasion américaine de ce pays, ou entre la montée en puissance d'al-Qaeda sous la direction d'Abu Musab al-Zarqawi et la division sectaire de ce pays sous l'autorité américaine en Irak, à savoir Paul Bremer et ses alliés dans le gouvernement chiite à Bagdad. Il aurait été clair dès le début que Daesh, aussi notoirement violent qu'il puisse être, était un des symptômes et non une cause. Après tout, Daesh n'a que 3 ans d'existence alors que l'occupation étrangère et la guerre dans la région lui sont antérieures de nombreuses années.

Bien qu'il nous ait déjà été dit – par Daesh lui-même, mais aussi par les médias – que [Daesh était là pour rester](#), il s'est avéré que le groupe n'est qu'une phase temporaire dans un scénario violent fait pour durer, entretenu par l'absence de moralité et de courage intellectuel pour examiner les véritables racines de cette violence.

Il est probable que la victoire sur Daesh sera de courte durée. Le groupe va sûrement développer une nouvelle stratégie de guerre ou connaître une nouvelle mutation. L'histoire nous l'a souvent enseigné. Il est également probable que ceux qui revendiquent fièrement d'avoir anéanti de façon systématique et efficace le groupe – en même temps que des villes entières – ne s'arrêteront pas un instant pour

s'interroger sur ce qu'ils devraient faire pour empêcher un nouveau Daesh de prendre forme. Curieusement, la « Coalition mondiale dirigée par les États-Unis pour lutter contre ISIS » dispose de la puissance de feu nécessaire pour transformer des villes entières en décombres, mais n'a pas la sagesse de comprendre que la violence débridée ne génère que de nouvelles violences. Le terrorisme étatique, les interventions étrangères et l'humiliation collective de nations entières sont tous les ingrédients nécessaires pour [répéter le bain de sang](#).



* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de [PalestineChronicle.com](#). Son dernier livre, Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur [Scribest](#). Visitez son [site personnel](#).

Articles [du même auteur](#).

9 août 2017 - *The Palestine Chronicle* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Lotfallah



Al-Aqsa : la victoire des Palestiniens à Jérusalem est un moment qui fera date

Ramzy Baroud - *Ni le Fatah ni le Hamas n'ont joué de rôle déterminant dans les manifestations de masse organisées en défense de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.*

Les pressions américaines, les inquiétudes européennes ou les habituelles déclarations arabes ne font aucune différence. Les responsables des Nations Unies ont mis en garde contre les sombres scénarios d'escalade dans les violences, mais leurs déclarations étaient purement formelles.

Le mouvement de masse spontané à Jérusalem qui a finalement [contrecarré les plans israéliens](#) de transformer le statut d'Al-Aqsa, était purement un mouvement populaire. Malgré le prix élevé de plusieurs morts et de centaines de blessés, il a contesté à la fois le gouvernement israélien et les dirigeants palestiniens.

Israël a bouclé le complexe d'Al-Aqsa le 14 juillet, [après une fusillade](#) entre trois Palestiniens armés et des officiers israéliens d'occupation. Le complexe a été rouvert quelques jours plus tard mais les fidèles palestiniens ont refusé d'y pénétrer, car des installations de sécurité, des barrières, des caméras et des détecteurs de métaux [y avaient été installés](#).

Le peuple de Jérusalem a immédiatement compris l'implication de l'action israélienne. Au nom de mesures de sécurité supplémentaires, le gouvernement israélien exploitait la situation pour changer le statut d'Al-Aqsa dans le cadre de ses efforts permanents visant à davantage isoler les Palestiniens et à judaïser la ville illégalement occupée.

L'armée israélienne a occupé Jérusalem-Est [en 1967](#), l'annexant en 1981 au mépris du droit international et malgré l'opposition des Nations Unies.

Depuis 50 ans, Jérusalem a subi des violences quotidiennes. Les Israéliens ont tout fait pour élargir leur présence dans la ville, [augmenter le nombre de colons juifs](#) illégaux et séparer Jérusalem du reste des Territoires palestiniens. Mais les Palestiniens, les musulmans et les chrétiens ont toujours résisté.

Le complexe d'Al-Aqsa - également connu sous le nom de Haram Al-Sharif ou du Noble Sanctuaire - est l'élément le plus symbolique de leur lutte. C'est un microcosme du destin de la ville occupée, en fait du destin de l'ensemble de la terre palestinienne.

Le complexe a été administré par le Waqf islamique [Fondation], grâce à un accord israélo-jordanien. Beaucoup d'hommes politiques israéliens dans le parti du Likud et la coalition du gouvernement d'extrême-droite dirigée par Netanyahu, ont essayé de changer cela.

Les Palestiniens comprennent que le sort de leur mosquée et l'avenir de leur ville sont étroitement liés. Pour eux, si Al-Aqsa est perdu, Jérusalem sera alors définitivement conquise.

Cette lutte entre les fidèles palestiniens et l'armée israélienne, se manifeste tous les jours, généralement avec un sommet le vendredi. C'est dans ce jour sacré pour les musulmans que des dizaines de milliers de fidèles affluent à Al-Aqsa pour prier, souvent freinés dans leur élan par de nouvelles normes militaires et règlements de l'armée. Sous le prétexte de la sécurité, les jeunes Palestiniens en particulier ont été empêchés de se rendre à Al-Aqsa.

Mais la lutte pour Jérusalem peut rarement être exprimée dans des chiffres, en nombre de morts et dans des reportages télévisés. C'est la lutte constante des Palestiniens du peuple pour l'espace, l'identité et la préservation de la sacralité de leur terre sainte.

Au cours des deux dernières années, la lutte est montée d'un cran à mesure qu'Israël commençait à étendre ses colonies illégales à Jérusalem-Est et que ses partis d'extrême-droite publiaient une série de lois ciblant les Palestiniens dans la ville. Parmi ces lois se trouve celle qui concerne l'appel à la

prière, qui vise à empêcher les mosquées de faire l'appel à la prière de l'aube, comme cela se fait depuis plus d'un millénaire.

Les jeunes Palestiniens, dont la majorité sont nés après les infructueux accords d'Oslo, ne supportent plus que les soldats israéliens contrôlent tous les aspects de leur vie et que leurs dirigeants corrompus soient de plus en plus indignes et hors de tout contrôle.

Cette frustration a s'est exprimée de nombreuses façons : dans la résistance non violente, les nouvelles idées politiques, l'art, la musique, les médias sociaux, mais aussi dans des actes individuels de résistance violente.

Depuis la récente Intifada d'Al-Quds - soulèvement de Jérusalem - qui a commencé en octobre 2015, « quelque 285 Palestiniens sont morts dans des attaques présumées, des manifestations et des raids de l'armée (israélienne) », ont expliqué Farah Najjar et Zena Tahhan. Environ 47 Israéliens ont été tués au cours de la même période.

Mais l'Intifada était en quelque sorte contenue et gérée. Certes, les groupes de défense des droits de l'homme ont protesté contre la mort de nombreux Palestiniens, mais sans grand effet sur le terrain. L'Autorité palestinienne a continué à fonctionner, coupée de la réalité violente à laquelle font face quotidiennement les Palestiniens.

La fusillade du 14 juillet pourrait avoir marqué un autre épisode violent parmi beaucoup d'autres signalés à Jérusalem ces derniers mois. À la suite de ces événements, le discours officiel israélien a totalement fait l'impasse sur l'occupation militaire et s'est concentré plutôt sur la question de la « sécurité » d'Israël menacée par le « terrorisme palestinien ». Les politiciens se sont alors mis en branle pour de nouvelles lois, des propositions et des idées radicales pour exploiter une situation tragique et maintenir le *statu quo*.

Compte tenu de tout ce qui a été vécu par les Palestiniens, toute analyse politique rationnelle aurait pu conclure que ces derniers perdraient également cette bataille. Les États-Unis soutenant pleinement les mesures israéliennes et la communauté internationale restant totalement apathique, les habitants de Jérusalem semblaient n'avoir guère de chances de leur côté.

Mais une telle approche du conflit, aussi logique puisse-t-elle paraître, se révèle terriblement fautive puisqu'elle néglige la force populaire.

Dans cette dernière confrontation, les Palestiniens de Jérusalem ont gagné, mettant en avant un modèle impressionnant de mobilisation et de solidarité populaire pour tous les Palestiniens. L'armée israélienne a enlevé les barricades et les détecteurs de métaux, poussant Israël au bord d'une crise politique où se mêlaient politiciens en colère, militaires et service de renseignement [Shin Bet].

La victoire du peuple a été une énorme embarras pour Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne à Ramallah. Il a essayé de « prendre en marche le train des protestations » mais a échoué, a rapporté l'Atlantic.

D'autres factions, également, se sont rapidement mobilisées pour capitaliser sur la victoire populaire, mais leurs efforts ont paru artificiels et dépourvus de sincérité.

« Aujourd'hui est une journée de joie, pleine de célébration et de chagrin en même temps - de douleur pour les personnes qui ont perdu la vie et ont été blessées », a déclaré un manifestant aux journalistes, alors que des milliers de fidèles ont pendant près de deux semaines pris d'assaut les portes de Jérusalem armés de leurs tapis de prière, de drapeaux et de chants.

« C'est un mouvement populaire qui n'est contrôlé ni par le Hamas ni par le Fatah, les dirigeants politiques traditionnels des Palestiniens », a déclaré le journaliste Imran Khan à l'extérieur du complexe.

Ce mouvement de base était fait de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants. Parmi eux, Zeina Amro, qui a cuisiné tous les jours pour ceux qui se tenaient fermement à l'extérieur du complexe, puis a été blessée par une balle en acier enrobée de caoutchouc tirée à la tête. Mais elle est retournée le lendemain pour exhorter les hommes à tenir bon.

Parmi eux également l'enfant Yousef Sakafi, dont les tâches incluaient de rafraîchir avec de l'eau ceux qui se tenaient des heures durant sous l'implacable soleil, refusant de bouger.

Parmi eux également de nombreux chrétiens palestiniens qui sont venus prier aux côtés de leurs frères musulmans.

Rapportant depuis Jérusalem, les reportages télévisés et les photos des journaux ont montré des foules nombreuses, se tenant debout ou assises, priant ou se déplaçant sous les balles, les bombes sonores et les gaz lacrymogènes.

Mais la foule est composée d'individus, comme Zeina, Yousef et beaucoup d'autres, tous endurcis par leur persévérance à faire face à l'injustice avec leurs seules poitrines, donnant un magnifique exemple de ce que peut être la ténacité humaine.

Bien sûr, plus de violence suivra, car l'occupation israélienne dispose de plus en plus de moyens et est implacable, mais les Palestiniens du peuple n'abandonneront pas le combat. Ils ont pris leur résolution il y a bientôt 70 ans.

L'approche politique classique est incapable d'expliquer comment une nation qui a subi tant de revers peut encore se mobiliser contre une armée et gagner.

Mais le pouvoir du peuple dépasse souvent ce qui est apparemment rationnel. Presque privés de dirigeants, les Palestiniens restent une nation forte, unie par une identité qui repose sur les piliers que sont les droits de l'homme, la résistance et la fermeté.



* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de PalestineChronicle.com. Son dernier livre, Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur